

Texte d'ANALYSE  
n°19/2015

## NOTRE CORPS, NOUS-MEMES

Publication sur site web :  
décembre 2015

### L'auteure

**Sophie PEREIRA,**  
*historienne, est  
coordinatrice de projets à  
l'Université des Femmes  
qu'elle représente depuis  
2010 dans la Cellule  
politique de la Fédération  
Laïque des Centres de  
Planning familial.*

<sup>1</sup> Texte d'une pétition  
rédigé dans les années 1970  
en réaction à une affiche  
publicitaire montrant une  
femme, à demi nue, et à  
quatre pattes pour vendre  
les bas Dim  
(De Pisan Annie, Tristan  
Anne, *Histoires du MLF*,  
Paris, Calmann-Lévy, 1977,  
p.179-180)

<sup>2</sup> titre français d'un ouvrage  
édité à Boston en 1977

### Pourquoi parler du corps des femmes ?

**Qu'est-ce que la 'domination masculine', d'où vient-elle et comment s'exprime-t-elle dans notre société ?**

**Que sont les 'droits sexuels et reproductifs' des femmes ?**

**Pourquoi les féministes les ont-elles tant défendus (et continuent de le faire) ?**

« Je suis la femme-chien Dim qui s'étale sur les affiches. Je suis le pivot de la publicité. Je suis celle qui achète pour lui, pour eux, pour moi. Je suis la consommatrice consommée. Je suis le dindon qu'on farcit sans arrêt de slogans publicitaires... Je ne me reconnais ni dans cette image, ni dans l'image inverse de la femme-épouse-ménagère-vertueuse-effacée, celle dont la vaisselle étincelle avec Paic-vaisselle... Je m'insurge contre ce commerce qui m'avilit, me traite de simple d'esprit et me réduit à l'état d'objet »<sup>1</sup>.

Dans les années 1970, un livre est devenu emblématique du combat des féministes pour la libre disposition de leurs corps : « Notre corps, nous-mêmes »<sup>2</sup>, qui a connu un grand succès. Son texte montre la volonté des femmes de (re)prendre le contrôle de leur propre corps et d'échapper ainsi à la domination du pouvoir masculin et du savoir médical.

Des scientifiques, comme l'anthropologue Françoise Héritier, ont établi depuis la réalité et le caractère universel de la suprématie masculine. Elle en a découvert les raisons, exposées dans ses livres, après vingt ans de travaux sur les questions de parenté.

Selon elle, les humains ont été confrontés à un problème qui leur a paru d'une injustice criante, c'est que pour se reproduire 'à l'identique', les hommes doivent passer par un corps de femme. Il fallait donc s'appropriier ces corps. Le temps pour faire un enfant étant long - le temps de la grossesse, de l'allaitement et quelques années d'élevage pour que l'enfant soit autonome - il paraissait hors de question de laisser le fruit des actes sexuels partir au bénéfice de quelqu'un d'autre. Donc, les femmes sont devenues une ressource affectée uniquement à la reproduction. Le problème des femmes, c'est cela. Tenues pour des

ressources, elles sont privées de droits, privées d'accès à l'éducation et aux fonctions d'autorité qui sont réservés aux hommes. D'autant que les systèmes de représentations attribuent aux hommes le moteur de mise en place des enfants.

Disposer de son corps, cela signifie donc, par exemple, de pouvoir choisir le moment d'être mère : « Un enfant si je veux, quand je veux », clamaient les féministes des années 1970. Le mot d'ordre a pu être interprété comme un rejet de la contraception. C'est oublier qu'il était aussi, en l'absence de contraception disponible, une réaction à la violence sociale de la maternité non choisie.

Lors de l'année internationale de la femme en 1975, le problème de l'intégrité du corps des femmes est même posé sur le plan international. Le débat féministe multiplie alors ses facettes, en Belgique comme en France (défense du droit à l'avortement, mais aussi mobilisation contre la stérilisation forcée etc). La question de l'intégrité du corps des femmes, de toutes les femmes, ici comme ailleurs, devient centrale dans l'action des féministes. Cependant, ce n'est qu'en 1990 que le Parlement belge adopte enfin une loi dépénalisant partiellement l'avortement, suite à une longue série de rebondissements et blocages politiques. Ce vote allait d'ailleurs entraîner une crise politique institutionnelle sans précédent, due au refus du roi Baudouin de signer ce texte. Le gouvernement va donc devoir constater son impossibilité de régner pour 24 heures, pour pouvoir signer et promulguer la loi. Les mouvements féministes, les acteurs et actrices de la santé, certaines politiques et nombre de citoyens et citoyennes n'auront, jusque là eu de cesse de se mobiliser, de descendre dans la rue, de manifester et de revendiquer : « L'avortement hors du code pénal » !

Ensuite, c'est le viol qui est révélé comme un cas limite, une violence extrême à l'égard des femmes. La dénonciation des violences quotidiennes, exercées dans le cadre de la famille, est également faite à partir de 1975 par les féministes qui souhaitent briser le silence, donner la parole aux victimes, faire émerger du secret des comportements relevant du privé, révéler la situation d'oppression des femmes. Les luttes féministes ont, ici aussi, contribué à faire évoluer les lois. Enfin, les premiers refuges pour femmes battues sont ouverts à partir de 1977, grâce à l'impulsion du même mouvement. En Belgique, le viol est bien sûr condamné - tel que défini par l'article 375 du code pénal. Le viol entre époux est, quant à lui, reconnu et punissable depuis 1989 seulement : le fameux « devoir conjugal » n'existe plus !

En même temps que sont dénoncées les violences contre les femmes, est revendiquée la liberté de déplacement dans la ville, à toute heure du jour et de la nuit. En 1979, en France, une première manifestation avec le

mot d'ordre « Femmes prenons la nuit » réaffirme le droit de circulation et s'insurge aussi contre le projet de rouvrir les maisons closes. La prostitution apparaît en effet comme le cas le plus caractéristique de l'appropriation du corps des femmes par les hommes. En effet, pour les partisan-e-s du courant abolitionniste, dont font partie un nombre important de féministes, la prostitution n'est pas un métier, mais une violence sexuelle inacceptable. Car en matière de prostitution, n'est-il pas avant tout question d'un « droit des hommes », de prostituer des femmes ? Ou, autrement formulé : « Dire que les femmes ont le droit de se vendre, c'est masquer que les hommes ont le droit de les acheter » ! (selon la formule de Françoise Héritier). Selon cette optique, la prostitution ne constitue donc jamais un métier, pas plus qu'une contractualisation égalitaire entre les sexes. Il ne s'agit certainement pas, pour autant, de s'attaquer au prostituées, mais bien à la prostitution comme système violent pour les femmes, et surtout à ses principaux acteurs : les clients et les proxénètes (qui sont d'ailleurs seuls sanctionnés par la législation abolitionniste suédoise par exemple).

En décembre 1993, l'Assemblée générale de l'ONU adopte la Déclaration sur la violence contre les femmes, premier texte universel définissant les violences faites aux femmes, y compris dans le cadre conjugal et familial, comme des atteintes aux droits humains.

Depuis le début des années 2000, les débats lancés par les féministes, qui s'étaient d'abord attachés à promouvoir une forme de libération sexuelle, tournent plutôt autour de la contestation de la pornographie, et de l'« hypersexualisation » - des jeunes filles en particulier. Quelle est la limite, la frontière entre véritable libération sexuelle des femmes, et pornographie avilissante ? D'abord cantonnée aux salles de cinéma spécialisées, la production pornographique, et l'image dégradante du corps des femmes qu'elle véhicule se multiplie à partir des années 1980, avec la généralisation de l'usage des magnétoscopes et la diffusion de cassettes spécialisées. Force est de constater qu'elle fait désormais partie du monde visuel quotidien des jeunes, et ce, parfois très tôt. Or, dans le monde de la pornographie, les hommes sont montrés comme des « bêtes de sexe » devant à tout prix être performants... tandis qu'en parallèle, les femmes doivent quand à elles toujours être disponibles, et prêtes à satisfaire les moindres envies sexuelles des hommes. Sachant qu'elle tient lieu d'« éducation sexuelle » à de nombreux jeunes, on peut légitimement se demander si le visionnage régulier d'actes sexuels terriblement stéréotypés, souvent dégradants, et parfois très violents, est de nature à favoriser des relations affectives égalitaires et épanouissantes... Pour les féministes, il est en tout cas primordial de prendre conscience que le plaisir – en particulier féminin - n'est certainement pas cloisonné à l'intérieur de ces pratiques, et de ces représentations restrictives et manipulées de la sexualité .

Le phénomène de l'hypersexualisation, ou sexualisation précoce, désigne le fait que les enfants des années 2000 sont de plus en plus appelés, dans nos sociétés occidentales, à prendre des raccourcis vers l'âge adulte sur le plan de la sexualité.

Ce phénomène se caractérise par une valorisation excessive des stratégies axées sur le corps dans le but de séduire et apparaît également comme un modèle de sexualité réducteur, largement diffusé par les industries à travers les médias, qui s'inspire justement des stéréotypes véhiculés par la pornographie : homme dominateur, femme-objet séductrice et soumise. L'hypersexualisation est aussi un phénomène préoccupant car il contribue aux agressions sexuelles et à la violence faite aux jeunes filles et aux femmes.

Il est bien évident que l'origine de l'hypersexualisation ne se situe pas chez les jeunes filles elles-mêmes. Bien au contraire, les adolescentes sont tout à fait impuissantes devant la voix toute-puissante des médias, sans cesse axée sur le sexe et la commercialisation de celui-ci.

Un nombre sans cesse grandissant de magazines, vidéos, calendriers, jouets, vedettes de la chanson, sites Internet pornographiques et publicités de toutes sortes accentuent quotidiennement le message que le corps des filles et des femmes peut être utilisé, exploité, vendu et agressé.

Et la publicité n'est pas en reste ! Malgré des campagnes répétées contre le sexisme des affiches publicitaires, des femmes sont toujours exhibées dans toutes les tenues et dans toutes les positions sur les murs des villes et sur les abribus, que ce soit pour vendre un shampoing ou un yaourt.

Il y a donc aujourd'hui, une banalisation totale des images associant sexualité et violence dans la publicité notamment, alors même que la contestation du sexisme de ces images, publicitaires ou autres, comme la dénonciation du harcèlement sexuel, sont souvent taxées de puritanisme et de censure.

Dans un contexte de globalisation et d'hyperlibéralisme, la marchandisation du sexe, comme le développement de la pornographie, reflètent donc plus que jamais les ambiguïtés des effets de la « libération sexuelle ». Ceci, alors que la grande majorité des adolescent-e-s dans le monde ne dispose toujours pas d'un accès plein et entier à l'éducation et aux services de santé sexuelle et reproductive.

## **Conclusion**

Les actions des féministes ont reçu un large écho dans la société civile dans les années 1970 notamment, les droits sexuels et reproductifs ayant

été essentiellement portés par les mouvements de femmes de la seconde vague à travers des revendications visant à soustraire le corps des femmes à son instrumentalisation. Ce faisant, ces droits participent désormais des droits humains, et approfondissent la capacité de tout individu-e à disposer de soi.

Avec la dissociation de la procréation et de la sexualité en particulier, les féministes ont ainsi véritablement permis l'affirmation de la possibilité (et de la nécessité) pour les femmes d'une vie sans violences, d'une maîtrise de leur fécondité, mais aussi, leur droit au plaisir à tout âge.

La vigilance reste toutefois de mise, et les luttes à mener, considérables. Le combat pour les droits des femmes n'appartient pas encore à l'histoire ancienne. Même s'il peut être tentant de considérer que les droits à la contraception, à des IVG sûres et légales, ou à une représentation égalitaire pour ne citer que ceux-ci, sont choses acquises, et que les femmes n'ont plus besoin de s'imposer pour obtenir le respect de leurs droits individuels, en réalité ce sont encore des acquis fragiles car toujours menacés : « Rien ne nous a été donné, tout peut nous être repris » ! (selon la formule de Fanny Filosof, militante féministe en faveur de la dépénalisation de l'avortement dans les années 1970).

Ce qui s'est d'ailleurs encore récemment vérifié en Espagne, avec l'avant-projet de 'loi organique de protection de la vie dès la conception et des droits de la femme enceinte', très restrictif en ce qui concerne le droit à l'avortement, approuvé par le conseil des ministres en décembre 2013. La démission du ministre de la Justice et la mise au frigo de son projet de loi ont constitué une authentique victoire pour les femmes, mais aussi pour la société civile espagnole. Le droit à l'avortement demeure dans tous les cas un enjeu emblématique de santé publique, à la fois féministe et laïque.

## **Orientation bibliographique**

*Corps de femmes, Sexualité et contrôle social*, sous la direction de Marie-Thérèse Coenen, POL-HIS, De Boeck Université, 2002.

*Le siècle des féminismes*, sous la direction de Eliane Gubin (e.a.), Les Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 2004.

Françoise Héritier est l'auteure de deux ouvrages sur les rapports du masculin et du féminin, *Masculin/féminin - La pensée de la différence* et *Masculin/féminin - Dissoudre la hiérarchie*.

*Chronique féministe* (périodique de l'Université des Femmes asbl, association féministe) « IVG : 20 ans après », n°105, janvier-juin 2010 et « L'éternel combat », n°114, juillet-décembre 2014. « Prostitution et

faux-semblants », n°109, janvier-juin 2012

*Enquête « Les ados et le porno »*, Mutualités socialistes, 2006.

### **Quelques outils pour aller plus loin**

Un site destiné à familiariser les jeunes à la notion de droits sexuels et reproductifs <http://www.bougetapomme.be>

Un module d'enseignement à distance sur l'égalité filles-garçons, à destination de toute personne intéressée par l'égalité des sexes dans le système scolaire :

[http://www.ead.cfwb.be/index.php?id=offre\\_egalite\\_filles\\_garcons](http://www.ead.cfwb.be/index.php?id=offre_egalite_filles_garcons)

Un outil de sensibilisation aux stéréotypes sexistes

<http://www.egalite.cfwb.be/index.php?id=7606>

Un outil de prévention de la violence dans le couple chez les jeunes

<http://www.aimesansviolence.be>

Un dossier canadien sur l'hypersexualisation des jeunes filles

<http://cdeacf.ca/dossier/dossier-special-lhypersexualisation-jeunes-filles-phenomene>

Un dossier pédagogique « 20 ans du droit à l'avortement en Belgique

[http://www.abortionright.eu/IMG/pdf/591igv\\_final2-light-2.pdf](http://www.abortionright.eu/IMG/pdf/591igv_final2-light-2.pdf)

Un ouvrage de Mona Chollet sur le diktat de la mode imposé aux femmes et aux jeunes filles accessible gratuitement en ligne

[http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id\\_article=149](http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=149)

### **NOTE**

Ce texte a été rédigé pour figurer dans le dossier pédagogique accompagnant la pièce de théâtre « MYZO ! Les Djinns cachées au fond des caves » réalisée par le Darouri Express.

---